

Ce qu'il faut savoir sur le nouveau traitement contre le cancer du poumon

Santé Un essai clinique démontre qu'un comprimé administré dans les phases précoces d'un certain type de cancer du poumon permet d'améliorer considérablement les chances de survie des patients.

L'annonce faite ce week-end, par le groupe pharmaceutique britannique AstraZeneca, lors du congrès annuel mondial de cancérologie organisé par la Société américaine d'oncologie clinique (ASCO) à Chicago n'est pas passée inaperçue. Elle a même été saluée avec un véritable tonnerre d'applaudissements. Le laboratoire a en effet présenté les résultats d'une étude portant sur 680 patients atteints d'un cancer du poumon à un stade précoce (sta-

des 1B à 3A), dans plus d'une vingtaine de pays.

Pour cet essai randomisé, les sujets devaient d'abord avoir été opérés et avoir suivi une chimiothérapie courte (3 mois).

Ensuite, un groupe a pris quotidiennement le traitement pendant trois ans et l'autre groupe a pris un placebo.

Il en résulte que l'administration d'un médicament nommé osimertinib et commercialisé sous le nom de Tagrisso, qui vise un certain type de cancer du poumon pré-

sentant une mutation particulière, augmente considérablement les chances de survie.

Le cancer des non-fumeurs

Sous forme de comprimé, il a démontré qu'il réduisait de moitié (51%) le risque de décès par ce type de cancer du poumon, lorsqu'il est pris quotidiennement après une opération chirurgicale pour enlever la tumeur, selon les résultats d'un essai clinique présentés dans le cadre de ce congrès.

Que faut-il savoir au juste de ce



Le cancer du poumon est le cancer qui cause le plus de décès, avec environ 1,8 million de morts déplorés chaque année dans le monde.

traitement? Comment l'accueillir? "Avec grand enthousiasme, car c'est une réelle avancée, nous dit le Pr Frank Aboubakar, pneumologue et oncologue thoracique aux Cliniques universitaires Saint-Luc, avant de nuancer quelque peu ses propos. Car ce médicament est vraiment spécifique pour un type de patients particuliers. En l'occurrence des personnes avec un cancer du poumon dit "non à petites cellules" et avec une mutation EGFR. Il s'agit essentiellement d'un cancer des non-fumeurs, qui représente environ 10% de l'ensemble des cancers du poumon".

Ce médicament, l'osimertinib, n'est pas nouveau, dans la mesure où il est déjà utilisé depuis 2020 de manière efficace chez des patients ayant des cancers du poumon de stade 4 (stade avancé), métastatiques avec cette mutation. "On sait donc bien que le patient va répondre au traitement et qu'il sera en outre très bien toléré, fait remarquer le spécialiste. Ce comprimé est comme une clé qui va bloquer la multiplication des cellules tumorales. Le médicament est dirigé contre ces cellules tumorales en particulier; c'est ce que l'on appelle une thérapie ciblée".

Un traitement adjuvant

La nouveauté, avec cette étude, est que le médicament a été administré à des patients après la chirurgie, à un stade précoce de la maladie (et donc pas au stade métastatique).

"Même si on a retiré la tumeur, on sait que les cellules tumorales microscopiques circulent dans le sang, poursuit le Pr Aboubakar. Le traitement en question vise à prévenir et éviter que ces cellules circulant dans le sang aillent s'implanter dans d'autres organes et créent des métastases à terme". Il s'agit donc d'un traitement préventif, adjuvant à la chimiothérapie.

"Après une chimiothérapie courte de trois mois, on donne ce traitement pendant trois ans, confirme le pneumologue et oncologue thoracique, ce qui a pour effet d'augmenter la survie globale, de l'ordre de 50% chez les patients avec ce cancer du poumon EGFR muté par rapport aux traitements actuels. Sachant que, pour cette population spécifique, la chimiothérapie augmente de 5% la survie à 5 ans, l'osimertinib l'augmente encore de 12%. En combinant les deux thérapies, on guérit donc 17% de patients en plus de façon générale.

Dit autrement, le taux de survie à 5 ans avec la chimio (après la chirurgie) pour ce type de cancer est des 73% et, avec ce nouveau traitement, il passe à 85%. Ce qui en fait une réelle avancée dans l'arsenal thérapeutique".

Avec environ 1,8 million de morts par an dans le monde, le cancer du poumon est le cancer le plus meurtrier des cancers.

Laurence Dardenne

L'environnement et le climat sont de justes combats

■ La Commissaire aux droits de l'homme défend les actions d'activisme écologique.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Face à l'intensification de la répression des militants pro environnement, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic prend fait et cause pour "ceux qui sont à l'avant-garde des manifestations pour l'action climatique". Les mouvements pacifiques en faveur de l'environnement, y compris dans leurs formes les plus inédites, ne doivent pas être réprimés, écrit-elle dans un *Carnet des droits de l'homme* publié le 2 juin dernier où elle dénonce la montée de la criminalisation des activistes.

Exit donc les termes d'"écoterroristes", "écozéolotes", "criminels", "minorités égoïstes" et autre "écovandalisme" parfois associé à "terrorisme".

Pour la Commissaire, ces termes particulièrement "désobligeants" n'ont pas à être appliqués à ces activistes et risquent d'encourager l'usage de la violence contre

les participants à ces manifestations qui montent en puissance et prennent désormais des formes inédites, certes "perturbatrices" mais surtout liées à "un sentiment croissant de frustration et d'impuissance, en particulier dans les jeunes générations, face à l'insuffisance manifeste des mesures prises par les gouvernements confrontés à l'imminence d'une catastrophe climatique".

Bâillonnés, les activistes cherchent de nouvelles voies pour se faire entendre et atteindre un public plus large constate Dunja Mijatovic qui cite le blocage de rues, autoroutes, voies ferrées voire de piste d'aéroport, l'interruption de manifestations sportives ou de représentations artistiques et la projection de peinture ou de nourriture sur des œuvres d'art toujours protégées par des vitres.

"À de très rares exceptions", ces manifestations ont été "pacifiques et non violentes", écrit-elle en dénonçant les méthodes autoritaires avec lesquelles elles ont été réprimées dans une Europe où la liberté de

réunion pacifique et la liberté d'expression incluent le droit de manifester et de protester pour la défense de l'environnement.

Briser le statu quo

Gaz poivre en Autriche, répression par la police antiémeute en France, arrestations et détentions en Finlande, aux Pays-Bas et en Serbie, perquisitions et placement en détention préventive en Allemagne, peines de prison – avec ou sans sursis – et peines d'intérêt général dans plusieurs États européens, voire des propositions de loi destinées à renforcer l'encadrement des manifestations et visant essentiellement les manifestations écologiques au Royaume-Uni sont inacceptables, martèle la Commissaire en rappelant que "le maintien de l'ordre doit être conforme aux droits humains".

S'il ne l'est pas, le sentiment de frustration augmentera, particulièrement chez les jeunes qui doutent "de plus en plus de la capacité des institutions démocratiques à répondre à l'urgence climatique et à d'autres défis environnementaux pressants".

Dunja Mijatovic prône un "dialogue social plus authentique" sur les questions environnementales, promeut la présence des défenseurs de l'environnement à la

table des négociations et appelle à la participation de tous – y compris les enfants – à la prise de décision concernant les lois, politiques et projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement. L'heure n'est plus à tergiverser estime-t-elle en rappelant l'irréversibilité des données scientifiques et l'urgence de la "menace existentielle pour l'humanité et les droits humains".

Selon elle, la violence de la répression exercée contre ceux qui veulent agir peut d'autant moins perdurer que l'on sait que "dans l'histoire de l'humanité, de nombreuses avancées en matière de liberté et de dignité ont été résolues grâce à la détermination de personnes qui ont eu le courage de descendre dans la rue et d'adopter la désobéissance civile pour refuser le statu quo".

Les activistes pro environnement s'inscrivent sur "cette longue et stimulante tradition", "ils méritent notre sympathie et notre soutien et non la répression et le ressentiment", conclut-elle.

La Grande Barrière mieux protégée

Environnement

L'Australie a annoncé des engagements formels.

Unesco a salué mardi la décision prise par l'Australie de mettre en œuvre de nouvelles mesures urgentes de protection de la Grande Barrière de corail.

Canberra souhaite en effet éviter que celle-ci ne soit placée parmi les sites "en péril" du patrimoine mondial au regard de l'état de dégradation du récif. Le ministère de l'Environnement australien a donc annoncé un "investissement" de 2,7 milliards d'euros "pour assurer le futur de la Grande Barrière". Parmi les mesures promises, la création de "zones sans pêche" sur un tiers du site d'ici à 2025, une réduction "considérable" des rejets de polluants des agriculteurs et des industriels ou encore la baisse des émissions de CO₂ du pays, selon l'Unesco. (D'après AFP et Belga)

Haïti frappé par des inondations et un séisme

La protection civile haïtienne a annoncé un bilan d'au moins 42 morts et 11 disparus à la suite d'importantes inondations et glissements de terrain survenus ce week-end dans sept des dix départements de ce pays frappé par des catastrophes en série et déjà en situation de crise humanitaire. Selon l'Onu, près de 37 000 personnes ont été affectées par les intempéries qui ont causé d'importants dégâts matériels, détruisant des centaines de maisons et endommageant plusieurs routes. La région autour de la capitale Port-au-Prince a été particulièrement touchée.

Un séisme a également frappé le pays dans la nuit du lundi au mardi, faisant 3 morts et 28 blessés, d'après une antenne locale de la Protection civile. (AFP)